

NOTE DE POLITIQUE

La crise de l'abordabilité

S'ATTARDER AUX PROBLÈMES FONDAMENTAUX
POUR BÂTIR UNE ÉCONOMIE PLUS JUSTE

La crise de l'abordabilité : S'attarder aux problèmes fondamentaux pour bâtir une économie plus juste

INTRODUCTION

Le Canada connaît depuis plusieurs années une crise de l'abordabilité. La hausse des prix du logement, des denrées alimentaires et de l'énergie explique l'augmentation du coût de la vie. Les loyers et les hypothèques ont explosé. De plus en plus de personnes fréquentent les banques alimentaires. Les salaires n'ont pas suivi la hausse du coût de la vie, pendant que les riches s'enrichissent et que les bénéfices des entreprises grimpent en flèche. Les inégalités ont contribué à aggraver la situation, et la hausse du coût de la vie a été inégale, ce qui a encore accentué les inégalités.

Les élites et les lobbyistes d'entreprises exploitent cette crise¹. Pour détourner l'attention des véritables causes profondes, elles et ils font des migrantes et migrants des boucs émissaires, réclament des réductions d'impôts ou prétendent que nous n'avons pas les moyens de prendre des mesures contre les changements climatiques. Tout cela est faux. Pour lutter efficacement contre la crise du coût de la vie, nous devons nous attaquer à ses véritables responsables. La lutte contre les inégalités et la cupidité des entreprises, ainsi que l'investissement dans le secteur public, seront essentiels.

HAUSSE DU COÛT DE LA VIE

La hausse des prix nuit considérablement à la capacité des gens à couvrir leurs dépenses quotidiennes². La hausse des coûts touche de manière disproportionnée les personnes à faible revenu, les personnes en situation de handicap, les jeunes et les familles avec enfants, qui connaissent des difficultés financières accrues³. L'inflation a atteint des sommets pendant la pandémie, principalement en raison des difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement mondiale et des profits excessifs réalisés par les entreprises⁴. Même si le taux d'inflation a baissé et que les observatrices et observateurs ont attiré l'attention sur des indicateurs économiques tels que la croissance du PIB et la hausse des salaires moyens, le coût de la vie reste élevé.

En effet, la part des dépenses consacrées aux besoins fondamentaux, notamment le logement, l'énergie et l'alimentation, représente une part croissante du revenu disponible des ménages⁵. Cela vaut pour tous les niveaux de revenus, à l'exception des plus riches. Ce phénomène est particulièrement marqué chez les personnes faisant partie de la tranche de revenus la plus basse, dont les dépenses pour les produits de première nécessité ont augmenté de 11,3 % entre 2019 et 2024, au point qu'elles consacrent désormais la quasi-totalité de leur revenu disponible à la satisfaction de leurs besoins fondamentaux.

Logement

Au Canada, 3,3 millions de personnes, soit près de 10 % de la population, ont un besoin impérieux de logement⁶. Cela signifie qu'elles vivent dans des logements trop chers, trop petits pour répondre à leurs besoins fondamentaux, ou nécessitant des réparations importantes. Les femmes, particulièrement les femmes racialisées, sont plus susceptibles d'afficher des besoins en matière de logement de base. Pour la plupart des gens, déménager n'est pas une option, car ils n'ont aucune solution abordable dans leur collectivité⁷.

La cause principale de la crise de l'abordabilité du logement est que les gouvernements ont permis que le logement soit assimilé à une marchandise plutôt qu'à un besoin, ce qu'on appelle la financiarisation⁸. Des logements sont construits, mais l'accent mis sur les bénéfices signifie que la plupart d'entre eux sont trop chers pour la plupart des gens ou ne répondent pas à leurs besoins.

Des coupes dans les fonds fédéraux et provinciaux destinés au logement sans but lucratif dans les années 1990 ont eu de graves conséquences. Dans les années 1980, le gouvernement fédéral octroyait chaque année, en moyenne, du financement pour 18 688 logements sans but lucratif ou faisant partie d'une coopérative d'habitation⁹. Depuis le milieu des années 1990, le nombre de logements sans but lucratif construits chaque année ne représente qu'une petite fraction de ce qu'il était dans les années 1970 et 1980, laissant au Canada un déficit de logements abordables. Les logements sans but lucratif sont importants, car ils restent abordables. Que les logements soient publics, coopératifs ou communautaires, l'objectif est de proposer des logements abordables, et non de maximiser les bénéfices.

Bien que le nombre de logements sans but lucratif construits chaque année ait augmenté récemment grâce à la Stratégie nationale sur le logement, lancée en 2017, il reste inférieur à ce qu'il a déjà été et bien en deçà des besoins. Qui plus est, plus de 500 000 logements abordables ont été perdus entre 2011 et 2021¹⁰. Presque tous ces logements auraient été des logements privés.

L'une des raisons de la disparition des logements abordables est le rôle croissant des fonds d'investissement privés, des sociétés de placement immobilier (SPI) et d'autres investisseurs déterminés à réaliser des bénéfices à court terme. Lorsqu'ils achètent des logements locatifs, ils augmentent souvent les loyers à un point tel que des locataires de longue date sont contraints de partir. Pire encore, les bénéfices tirés de cette pratique prédatrice, qui sont considérés comme des gains en capital, sont imposés à un taux beaucoup moins élevé que celui applicable aux revenus du travail.

En outre, les gouvernements provinciaux ont contraint les municipalités à assumer la responsabilité de services qui relevaient auparavant de leur compétence. Les gouvernements fédéral et provinciaux ont réduit leur financement destiné aux infrastructures municipales, laissant ainsi aux municipalités le soin de financer les nouvelles infrastructures à même leurs ressources limitées. Elles ont été contraintes de rechercher d'autres sources telles que les droits d'aménagement, qui sont devenus un outil essentiel pour financer les infrastructures nécessaires, mais qui augmentent le coût des nouveaux logements.

Alors que les règles d'aménagement pour le développement résidentiel ont largement retenu l'attention, ce n'est pas le cas des nombreux autres aspects qui ont une incidence sur l'abordabilité. Trop souvent, tous les ordres de gouvernement ont permis aux promoteurs immobiliers d'aller de l'avant sans réglementation. Les promoteurs à but lucratif ont été en mesure de faire gonfler le coût des loyers et de déplacer les gens par le biais de rénovictions, qui se produisent lorsqu'un propriétaire évince un locataire de son logement pour y faire des rénovations ou travaux majeurs, puis augmente ensuite le coût du loyer. L'absence de réglementation signifie aussi que les promoteurs ne construisent pas le type de logements dont les gens ont besoin, comme des logements à densité moyenne.

Alimentation

Les Canadiennes et Canadiens doivent également faire face à une hausse des prix dans les épiceries. En 2022, les prix des denrées alimentaires ont dépassé le niveau élevé de l'inflation¹¹. Les difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement, le coût de l'énergie, la géopolitique et les effets des changements climatiques sont autant de facteurs qui influent sur les prix des denrées alimentaires. Les prix n'ont pas baissé depuis la hausse rapide de 2022. De plus, les prix des denrées ont augmenté, en moyenne, plus rapidement que les salaires¹².

Le secteur de l'épicerie et le système alimentaire en général se caractérisent par une forte concentration des entreprises¹³. En mai 2024, un comité de la Chambre des communes a déposé un rapport alarmant en lien avec les bénéfices des entreprises dans le secteur de l'alimentation¹⁴. Mais peu de mesures ont été prises et l'insécurité alimentaire a atteint un niveau record.

Dans les 10 provinces, au moins une personne sur cinq est en situation d'insécurité alimentaire¹⁵. D'autre part, l'insécurité alimentaire est élevée dans les territoires, en particulier au Nunavut, où 46 % de la population en souffre. De plus, les populations autochtones et racialisées, en particulier les personnes noires, sont davantage touchées par l'insécurité alimentaire¹⁶. En mars 2024, Banques alimentaires Canada a constaté que plus de deux millions de personnes avaient fréquenté les banques alimentaires, soit une augmentation de 90 % par rapport à mars 2019¹⁷. Une personne sur trois qui fréquente les banques alimentaires est un enfant, et une personne sur trois est une personne nouvellement arrivée au Canada.

Énergie

Les recherches révèlent que les prix de l'énergie représentent une part importante de la récente hausse du coût de la vie¹⁸. En particulier, les prix du pétrole et du gaz, qui sont depuis longtemps volatils, en sont responsables¹⁹. La flambée des prix mondiaux du pétrole est le principal facteur à l'origine de la hausse de l'inflation au Canada en 2022²⁰. Les prix élevés du pétrole, conséquence de la spéculation financière, ont eu des répercussions sur les Canadiennes et Canadiens, tant directement, sous forme de hausse des prix de l'énergie, qu'indirectement, puisque l'énergie est un intrant pour d'autres industries comme l'alimentation, le transport et la construction.

Jusqu'à un ménage canadien sur cinq éprouve de la difficulté à subvenir à ses besoins de base en matière d'énergie ou à y accéder, phénomène connu sous le nom de précarité

énergétique²¹. Trop de gens se voient forcés de choisir entre certains éléments essentiels comme les denrées alimentaires ou les médicaments et leurs factures d'énergie. La précarité énergétique a également des répercussions néfastes sur la santé des gens.

En réponse à l'inflation, la Banque du Canada a relevé ses taux d'intérêt, ce qui a ralenti le marché du travail. Le calcul par le Centre for Future Work de ces coûts supplémentaires a révélé que la flambée des prix des combustibles fossiles représenterait en moyenne 12 000 \$ par foyer entre 2022 et 2024²².

Il ne faut pas y voir une conséquence naturelle de l'offre et de la demande. C'est la conséquence d'un marché mondial des combustibles fossiles dominé par la spéculation financière²³. Les gouvernements pourraient choisir de réglementer cette activité, de plafonner les prix ou d'imposer des taxes sur les bénéfices excessifs aux entreprises qui ont réalisé d'énormes bénéfices. Cette situation met également en évidence l'importance de la transition vers les énergies renouvelables.

STAGNATION DES SALAIRES, HAUSSE DES BÉNÉFICES DES ENTREPRISES

Une étude du Centre canadien de politiques alternatives a révélé que, pour chaque dollar dépensé pour lutter contre l'inflation entre 2020 et 2022, 47 cents ont été transformés en bénéfices pour les entreprises²⁴. La majeure partie de l'argent dépensé pour compenser la hausse des prix a enrichi les entreprises dans quelques secteurs industriels : l'exploitation minière, l'extraction pétrolière et gazière, l'industrie manufacturière, l'immobilier, la location et le crédit-bail, ainsi que les services financiers et les assurances, y compris les banques. La flambée des prix du pétrole et du gaz s'est traduite par une forte augmentation des bénéfices, des dividendes et des primes versées aux dirigeants des sociétés pétrolières et gazières²⁵.

Pendant ce temps, les salaires n'ont pas suivi le rythme de l'inflation²⁶. Lorsque les salaires ne suivent pas le coût de la vie, cela revient, au fond, à une baisse de salaire. En 2024, certains signes indiquaient que, dans l'ensemble, les salaires réels au Canada commençaient à se redresser²⁷. Cependant, pour les travailleuses et travailleurs du secteur public, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'administration publique, les augmentations salariales suivent à peine le rythme de l'inflation. En outre, la hausse des coûts du logement, de l'énergie et des denrées alimentaires oblige la plupart des gens à consacrer une part plus importante de leurs revenus à l'achat de produits de première nécessité, aggravant ainsi leur situation²⁸.

Le chômage a également augmenté, en particulier chez les jeunes²⁹. Précisons qu'en raison des limites inhérentes à la mesure du chômage, la réalité est pire que ce que révèlent les données officielles³⁰. Les statistiques ne tiennent pas compte du sous-emploi et de l'emploi caché : les travailleuses et travailleurs à temps partiel qui ne trouvent pas d'emploi à temps plein ou celles et ceux qui ne peuvent pas accéder à un emploi en raison d'un handicap ou de responsabilités familiales, par exemple.

Dans le cadre de la relance en sortie de pandémie, les taux d'emploi ont continué à stagner pour les femmes, en particulier les jeunes et les nouvelles arrivantes³¹. Les taux d'emploi des femmes racialisées et des femmes en situation de handicap sont inférieurs à ceux des autres femmes. Il existe toujours un écart salarial entre les sexes, cet écart étant plus important pour les femmes immigrantes, racialisées, autochtones et en situation de handicap. Les femmes et les personnes diverses sur le plan du genre courent un risque plus élevé de tomber dans la pauvreté³².

Les taux d'aide sociale sont également trop bas³³. La plupart des personnes qui reçoivent une aide sociale vivent sous le seuil de pauvreté. Les personnes autochtones, les personnes racialisées, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, les jeunes, les familles monoparentales et les personnes faisant partie des communautés 2ELGBTQIA+ sont davantage susceptibles de vivre dans la pauvreté³⁴. Dans la plupart des provinces, les taux d'aide sociale ne sont pas indexés sur l'inflation, ce qui signifie que les gens s'enfoncent encore plus dans la pauvreté³⁵.

Les personnes en situation de handicap sont touchées de manière disproportionnée par la pauvreté. On estime qu'une personne en situation de handicap sur six vit dans la pauvreté, soit un taux de pauvreté deux fois plus élevé que chez les personnes sans handicap³⁶. En moyenne, les personnes en situation de handicap nécessiteraient des revenus 30 % plus élevés pour atteindre le seuil de pauvreté³⁷. Le gouvernement fédéral a enfin instauré la Prestation canadienne pour les personnes handicapées, réclamée depuis longtemps par les défenseuses et défenseurs des droits des personnes en situation de handicap. Cependant, le montant de cette prestation est insuffisant pour faire face au coût de la vie³⁸.

Les personnes faisant partie des communautés méritant l'équité sont plus durement touchées par la crise de l'abordabilité. Elles risquent de devenir encore plus désavantagées.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Outre les coûts humains et environnementaux des changements climatiques, ce phénomène a également un coût financier. Les phénomènes météorologiques extrêmes et les catastrophes tels que les incendies de forêt, les inondations et les tempêtes sont de plus en plus fréquents et graves. Ils ont des conséquences dévastatrices sur les populations, leurs moyens de subsistance, leurs collectivités et les écosystèmes. Ils engendrent également un coût élevé pour les ménages qui subissent des dommages, pour les collectivités qui doivent se reconstruire, et pour l'économie³⁹.

Les phénomènes météorologiques extrêmes et les catastrophes ont également des répercussions sur les infrastructures telles que les routes, les ponts, les bâtiments et les réseaux électriques. Les dégâts causés à nos réseaux électriques devraient coûter aux fournisseurs trois milliards de dollars par année au cours des prochaines décennies⁴⁰. La nécessité de prendre des mesures pour ralentir les changements climatiques et investir pour construire des infrastructures publiques plus solides face au climat se fait donc d'autant plus pressante⁴¹.

Les changements climatiques touchent chacune et chacun d'entre nous, mais leurs effets néfastes sont particulièrement ressentis par les populations marginalisées au Canada et dans le monde entier. Les communautés autochtones, les personnes vivant dans la pauvreté, les jeunes, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les femmes et les personnes diverses sur le plan du genre sont les plus touchées par la crise climatique.

Les conséquences des changements climatiques, telles que les canicules, la fumée des feux de forêt et la pollution atmosphérique, ont également des répercussions négatives sur la santé et entraîneront une augmentation des coûts pour notre système de santé⁴². Les répercussions sur la santé sont plus graves pour les personnes déjà vulnérables en raison de leur âge, de problèmes de santé préexistants ou de facteurs sociaux et économiques tels que la pauvreté ou le racisme⁴³. Cela démontre que la nécessité d'agir contre les changements climatiques ne saurait être distinguée des autres objectifs de justice économique et sociale.

DROITS DE DOUANE IMPOSÉS PAR DONALD TRUMP

Les droits de douane imposés par le président américain Donald Trump menacent encore davantage notre économie. Ces droits de douane frapperont encore plus fort les secteurs manufacturier et extractif, qui dépendent fortement du commerce avec les États-Unis. Le Congrès du travail du Canada estime que 2,4 millions d'emplois dépendent directement ou indirectement des exportations vers les États-Unis⁴⁴. Nous avons déjà constaté les répercussions depuis l'annonce des droits de douane, avec un repli des investissements des entreprises et des licenciements dans des secteurs tels que celui de l'automobile ou encore celui de l'acier et de l'aluminium⁴⁵. Au mois de mars 2025, le Canada a perdu 32 600 emplois en raison de l'incertitude entourant les droits de douane⁴⁶.

Les droits de douane auront également une incidence sur le coût de la vie, même si l'on s'en tient à des estimations prudentes. La Banque du Canada prévoit que l'imposition de droits de douane permanents entraînerait une hausse ponctuelle et permanente des prix, et qu'il est possible que cela contribue à une inflation persistante⁴⁷. Malgré l'incertitude qui règne, la banque centrale prévoit que les droits de douane américains, conjugués aux mesures de rétorsion du Canada et aux coûts imposés aux entreprises qui se feront ensuite sentir par les ménages, entraîneront une hausse de l'inflation. Il y a aussi des inquiétudes quant au fait que des entreprises profiteront de la crise pour augmenter les prix de manière abusive.

Pourtant, l'économie canadienne n'est pas condamnée. Une analyse démontre que près de 80 % de la production économique canadienne reste au Canada⁴⁸. Nos gouvernements doivent absolument protéger les secteurs qui dépendent des exportations, mais les investissements dans des domaines tels que les services publics, les infrastructures et le logement seront également essentiels pour garantir la résilience de l'économie. Les menaces de droits de douane et la réponse proposée sont examinées plus en détail dans le document du SNESPPG intitulé *Trump, droits de douane et fin du libre-échange*.

AGGRAVATION DES INÉGALITÉS

Alors que le coût de la vie a explosé, les inégalités de revenus et de richesse continuent de se creuser. En 2024, Statistique Canada a indiqué que l'écart entre les revenus était le plus important jamais enregistré depuis que l'organisme a commencé à recueillir ce type de données en 1999⁴⁹. Pendant la période d'inflation qui a rendu la vie inabordable pour tant de gens, les 1 % les plus riches sont devenus encore plus riches⁵⁰.

Pendant la pandémie, les inégalités sur notre marché du travail ont été exacerbées. Les riches se sont enrichis tandis que les travailleuses et travailleurs de première ligne ont composé avec des conditions dangereuses sans protection adéquate ou compensation juste, et que les travailleuses et travailleurs occupant des emplois précaires et faiblement rémunérés ont subi les pires conséquences de la pandémie⁵¹. Les femmes occupent de manière disproportionnée les emplois précaires, faiblement rémunérés et du secteur des services, domaines où les travailleuses et travailleurs ont été les plus durement touchés⁵². Les femmes, en particulier les femmes racialisées, les femmes autochtones, les femmes en situation de handicap et les femmes immigrantes, ont été les plus durement touchées par les conséquences de la pandémie, et la relance économique a été tout aussi inégale pour elles⁵³.

La crise de l'abordabilité a été accentuée par la hausse des inégalités de revenus et de richesse au cours des dernières décennies. L'écart croissant est attribuable à une combinaison de réductions d'impôts, qui profitent de manière disproportionnée aux riches, et de coupes dans les services publics.

Les taux d'imposition des grandes entreprises et des riches sont aujourd'hui bien inférieurs à ce qu'ils étaient dans les années 1970. Les grandes entreprises et les riches profitent aussi des échappatoires fiscales, des paradis fiscaux et d'une application des lois qui laisse à désirer.

Le déclin au chapitre des recettes publiques qui en découle a été invoqué pour justifier la réduction des services publics ou leur privatisation pure et simple. Lorsque les services publics sont sabrés, les gens doivent soit payer plus cher, soit s'en passer.

Cela nuit également aux salaires et aux conditions de travail. Par exemple, avec les coupes dans l'assurance-emploi (AE), on observe une pression accrue sur les travailleuses et travailleurs, qui sont contraints d'accepter des emplois mal rémunérés, d'autant plus que la plupart des personnes sans emploi n'ont pas droit aux prestations.

Les inégalités de revenus ont aussi conduit à ce qu'un petit groupe de personnes détienne une part exorbitante de la richesse du pays. On estime que les 1 % les plus riches détiennent 26 % de la richesse nette au Canada, soit environ la même part que les 80 % les plus pauvres⁵⁴. La richesse nette inclut l'argent liquide et les placements, de même que des éléments comme les maisons, les voitures et les pensions de retraite⁵⁵.

Chaque personne touchant un revenu faible ou moyen est touchée de manière négative par les inégalités de revenus et de richesse, mais la situation est pire pour les groupes méritant l'équité compte tenu des inégalités du marché du travail mentionnées ci-dessus. L'écart de richesse est lui aussi marqué par des différences sur les plans du genre et de la race⁵⁶.

La croissance des inégalités de richesse a fait qu'un petit nombre d'individus et de grandes entreprises ont plus d'argent qu'ils n'en ont besoin et cherchent des placements rentables. Une grande partie de l'argent accumulé par les riches et les entreprises est investie dans des projets qui rapportent de l'argent aux dépens des familles à faible et moyen revenus. Les SPI en sont un exemple : elles ont pour habitude d'acheter des immeubles résidentiels et d'augmenter les loyers des locataires. L'excédent de richesse est également consacré à des programmes de privatisation. Les bénéfices sont réalisés en réduisant la qualité des services, en augmentant les coûts pour le public et/ou en imposant des exigences déraisonnables aux travailleuses et travailleurs.

Les inégalités de richesse ont également entraîné un déséquilibre du pouvoir politique. Les riches et les grandes entreprises utilisent le pouvoir que leur confère leur fortune pour promouvoir des politiques qui les enrichissent davantage, au détriment du reste de la population.

RÉPONSE À LA CRISE DE L'ABORDABILITÉ

Lorsque nous nous penchons sur les véritables causes profondes de la crise de l'abordabilité, les mesures à prendre deviennent évidentes. Il ne s'agit pas d'accorder davantage d'allègements fiscaux aux riches, de privatiser les services publics ou de négliger notre responsabilité d'agir face aux changements climatiques, mais plutôt le contraire. Nous avons le devoir de nous attaquer aux causes systémiques, notamment la cupidité des entreprises, la financiarisation du marché immobilier, notre dépendance aux énergies fossiles volatiles et les inégalités de revenus et de richesse. À cet égard, bon nombre des interventions politiques préconisées par le SNESPPG sont autant d'outils susceptibles de répondre à la crise de l'abordabilité et de faire du Canada un pays plus juste et plus équitable.

Investissement dans les services publics

Les services publics sont essentiels pour garantir que chacune et chacun bénéficie des services dont elle et il a besoin, quel que soit son revenu. Les services publics rendent également la vie plus abordable et renforcent notre résilience face aux perturbations et aux chocs économiques. La privatisation nuit à la qualité des services, aggrave les inégalités tant pour les personnes qui utilisent ces services que pour les travailleuses et travailleurs, et peut entraîner une augmentation des coûts pour les gouvernements⁵⁷. Il est nécessaire que les gouvernements investissent dans la protection et le développement de nos services publics. Le secteur public peut également offrir des emplois syndiqués de qualité qui soutiennent les familles et les collectivités.

Soins de santé

L'amélioration des soins de santé publics et l'investissement dans ce domaine constituent l'un des moyens les plus efficaces pour améliorer l'abordabilité et la stabilité économique. Les services de soins de santé publics sont moins coûteux et plus efficaces que les services de soins privés. Par exemple, les chirurgies privées pour la cataracte en Ontario coûtent 25 % plus cher que dans le système public. La situation est probablement encore pire pour d'autres types d'interventions chirurgicales, car les contrats sont secrets et peuvent être entourés d'un fort parfum de corruption⁵⁸.

S'il est financé adéquatement, un système de santé public solide peut fournir un accès rapide aux soins, réduire la durée des congés pour invalidité et favoriser la bonne santé des travailleuses et travailleurs. Investir dans les soins de santé, en particulier dans le diagnostic, la chirurgie et la santé mentale, permettra d'améliorer les résultats en matière de santé. La pénurie chronique de main-d'œuvre dans des secteurs clés pourrait également être atténuée grâce à l'amélioration de notre système de santé public, qui permettrait aux travailleuses et travailleurs d'être en meilleure santé et de réduire le nombre d'absences pour cause de maladie.

Les soins de santé publics constituent un avantage stratégique pour le Canada, par rapport aux pays qui dépendent de soins de santé à but lucratif. L'amélioration générale des services de santé publics, notamment la mise en place de nouveaux programmes de soins dentaires et d'assurance-médicaments, permettra aux ménages et aux entreprises de réaliser des économies directes. Le gouvernement en assumerait le coût, ce qui permettrait aux gens d'utiliser les fonds pour subvenir aux besoins de leur famille. Selon les estimations des économistes de la santé, un régime public complet d'assurance-médicaments permettrait d'économiser jusqu'à 11 milliards de dollars par an⁵⁹. Investir pour bâtir un système de santé public solide générera des retombées positives considérables. Lorsque les politiciennes et politiciens considèrent les soins de santé publics comme un coût, les coupes budgétaires qui s'ensuivent se traduisent par un système plus coûteux pour les Canadiennes et Canadiens.

Filet de sécurité sociale

Le renforcement du filet de sécurité sociale contribuera à garantir que les personnes puissent se relever après avoir subi des revers et prendre pleinement part à la société. Il s'agit notamment d'accroître les taux d'aide sociale et de réformer l'assurance-emploi afin de permettre à un plus grand nombre de personnes sans emploi d'y avoir droit et d'améliorer les prestations. Il s'agit aussi d'améliorer le soutien aux personnes en situation de handicap, par exemple en améliorant la Prestation canadienne pour les personnes handicapées, afin que personne ne soit laissé pour compte. Il est également important d'améliorer les pensions.

Logement

Pour s'attaquer aux problèmes dans le secteur du logement, les gouvernements doivent jouer un rôle actif dans la construction de logements abordables, en mettant l'accent sur les logements publics, sans but lucratif et coopératifs qui se révéleront abordables à long terme. Les gouvernements peuvent par ailleurs prendre des mesures pour encourager la construction de logements de qualité à densité moyenne et d'autres types de logements pour combler les lacunes de l'offre actuelle. Les mesures visant à inciter les municipalités à réduire le coût des logements neufs doivent s'accompagner d'un financement des infrastructures afin que les nouvelles constructions n'entraînent pas d'augmentation des impôts fonciers ou des factures d'eau.

Plus important encore, les gouvernements doivent également décourager la financiarisation du logement. Une première étape consisterait à augmenter le taux d'imposition des gains en capital afin qu'il soit égal au taux applicable aux revenus du travail, de sorte que les spéculateurs immobiliers ne soient plus imposés à un taux inférieur à celui des travailleuses et travailleurs.

Équité fiscale

Il va de soi qu'une plus grande équité fiscale est au cœur de la lutte contre les inégalités. Elle garantira une répartition plus équitable des richesses et un financement adéquat des services publics. Notre régime fiscal actuel doit faire l'objet d'une réforme pour garantir que les entreprises et les Canadiennes et Canadiens fortunés paient leur juste part et pour lutter contre l'évasion fiscale. L'instauration d'un impôt sur les bénéfices exceptionnels permettrait de lutter contre la hausse vertigineuse des bénéfices des entreprises pétrolières et gazières et des chaînes d'épicerie.

Une réglementation plus stricte et une plus grande participation publique

Le fait que les prix volatils des combustibles fossiles aient entraîné une hausse générale des prix illustre à quel point laisser le marché se réguler seul compromet l'abordabilité. Au Canada, il existe des quasi-monopoles dans plusieurs secteurs, allant de l'alimentation aux services de téléphonie mobile en passant par le transport de passagers. Certains acteurs ont demandé une plus grande concurrence, mais cela pourrait accorder aux entreprises américaines une part importante du marché dans des secteurs essentiels.

Heureusement, nous avons une autre solution. Autrefois, lorsqu'il existait des monopoles ou des quasi-monopoles au Canada, les gouvernements les réglementaient afin de garantir le caractère raisonnable des prix et un service de qualité. Les gouvernements ont également créé des sociétés d'État, si le secteur privé n'était pas en mesure ou disposé à le faire. Dans de nombreux endroits, cette approche a été abandonnée, un abandon qui s'inscrit dans la logique des changements de politiques qui ont conduit à une augmentation des inégalités. Si nous voulons rendre la vie plus abordable et nous attaquer aux inégalités, nous devons inverser cette tendance.

Dans son étude sur les prix des denrées alimentaires, le comité de la Chambre des communes a appelé le gouvernement fédéral à mettre en œuvre des politiques pour traiter des « profits nets excessifs dans les secteurs monopolistiques et oligopolistiques de la chaîne d'approvisionnement alimentaire », qui font grimper les prix pour les producteurs et les consommatrices et consommateurs⁶⁰. Le comité a de plus recommandé que le gouvernement fédéral travaille avec les provinces et territoires sur l'établissement d'un code de conduite obligatoire pour le secteur des produits d'épicerie.

Les gouvernements peuvent aussi réduire le coût de la vie en réglementant les prix⁶¹. D'autres territoires de compétence ont adopté des lois interdisant la hausse abusive des prix, par exemple. Les gouvernements pourraient aussi imposer des plafonnements des prix sur des nécessités de la vie comme les denrées alimentaires et l'énergie, une mesure qui a été mise en œuvre avec succès dans d'autres pays⁶².

Action climatique

Notre dépendance aux combustibles fossiles aggrave non seulement les changements climatiques, mais elle a aussi des répercussions sur le coût de la vie. Le passage vers les énergies renouvelables est essentiel pour assurer un avenir viable sur notre planète et peut répondre aux problèmes d'abordabilité. Dans le secteur de l'électricité, où il existe de nombreux services publics et davantage d'énergies renouvelables, les prix sont beaucoup plus stables.

La transition vers une économie à faibles émissions de carbone ne peut être laissée au seul marché⁶³. Au contraire, les gouvernements ont le pouvoir exceptionnel – et la responsabilité – de soutenir la transition au moyen de réglementations, d'investissements publics et en responsabilisant les industries, tout en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte⁶⁴. Compte tenu des répercussions profondes et inégales de la crise climatique, l'investissement dans les services publics tels que les soins de santé et les services sociaux est également un élément clé de l'adaptation aux changements climatiques et de la prévention d'une aggravation des inégalités. L'inégalité est l'une des causes profondes des changements climatiques. La lutte contre les inégalités fait donc partie intégrante de l'action pour le climat.

Planification à long terme

Face aux droits de douane imposés par M. Trump, des voix s'élèvent à nouveau pour réclamer une stratégie industrielle visant à favoriser la prospérité de l'économie canadienne, capable de produire ce dont nous avons besoin, de fournir des services de qualité et de créer des emplois de qualité. Il ne s'agit pas là d'une idée nouvelle, mais les crises actuelles ont ouvert la voie à une volonté d'intensifier le débat sur le type de société et d'économie que nous voulons pour le Canada. Il doit s'agir d'une stratégie éco-industrielle visant à soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone⁶⁵.

Le développement et la formation de la main-d'œuvre sont des éléments cruciaux afin de s'assurer que nous puissions nous adapter et tirer parti de nouvelles possibilités. Alors que nous élaborons ces mesures, comme la Transition juste, il importe d'adopter une approche intersectionnelle afin de ne pas reproduire ou aggraver les inégalités existantes⁶⁶. Cette stratégie doit également prévoir des services publics solides et un filet de sécurité sociale solide.

CONCLUSION

Il y a eu de nombreuses discussions au sujet d'une crise de l'abordabilité au Canada. Les gens ont du mal à payer leur loyer et leur hypothèque, à mettre du pain sur la table et à acheter leurs médicaments, en plus de craindre de perdre leur emploi. Dans un pays riche comme le Canada, chaque personne devrait pouvoir se permettre une bonne qualité de vie et profiter d'une société où la richesse est partagée. Nous ne devons pas laisser la droite et les lobbyistes d'entreprises exploiter cette crise pour promouvoir des mesures qui bénéficient aux riches, sabrent dans les services publics, ou ciblent les populations vulnérables. Il faut que les gouvernements posent des gestes concrets pour s'attaquer aux inégalités et à la cupidité des entreprises, de même que pour investir dans le bien public. Le SNESPPG l'a affirmé : les solutions existent. Il suffit d'avoir la volonté politique de les mettre en œuvre.

Endnotes

- 1 « Canada's elite are scapegoating migrants — and here's why they're wrong », The Breach, 5 mars 2025, <https://breachmedia.ca/migrants-canada-scapegoating-housing-crisis-unemployment/> [en anglais seulement]; Jim Stanford, « Fossil fuels are hurting affordability, not helping it », Rabble.ca, 20 mars 2025, <https://rabble.ca/economy/fossil-fuels-are-hurting-affordability-not-helping-it/>. [en anglais seulement]
- 2 Statistique Canada, « Près de la moitié des Canadiennes et des Canadiens déclarent que la hausse des prix a une grande incidence sur leur capacité d'assumer leurs dépenses quotidiennes », *Le Quotidien*, 15 août 2024, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/240815/dq240815b-fra.htm>.
- 3 Ibid.
- 4 Angella MacEwen et Colleen Butler, « Derrière les écrans de fumée : la réalité des travailleuses et travailleurs dont les salaires ne suivent pas l'inflation », Syndicat canadien de la fonction publique, <https://scfp.ca/derriere-les-ecrans-de-fumee-la-realite-des-travailleuses-et-travailleurs-dont-les-salaires-ne>; DT Cochrane, *The Rise of Corporate Profits in the Time of Covid*, Canadians for Tax Fairness, avril 2022, <https://www.taxfairness.ca/en/resources/reports/report-rise-corporate-profits-time-covid>. [en anglais seulement]
- 5 Ryan Romard, « It's not a 'vibecession.' Canadians are really struggling more, and the data proves it », Centre canadien de politiques alternatives, 24 janvier 2025, <https://www.policyalternatives.ca/news-research/its-not-a-vibecession-canadians-are-really-struggling-more-and-the-data-proves-it/>. [en anglais seulement]
- 6 « Besoins impérieux en matière de logement et genre », Société canadienne d'hypothèques et de logement, 11 mars 2025, <https://www.cmhc-schl.gc.ca/lobserveur-du-logement/2025/besoins-imperieux-matiere-logement-genre>.
- 7 Statistique Canada, « L'abordabilité du logement au Canada, 2022 », *Le Quotidien*, 10 septembre 2024, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/240910/dq240910b-fra.htm>.
- 8 « Financialization », The Shift, non daté, <https://make-the-shift.org/financialization/>. [en anglais seulement]
- 9 Société canadienne d'hypothèques et de logement, « CHS–Public Funds and National Housing Act (Social Housing) 2016 », août 2016, p. 6, <https://publications.gc.ca/site/fra/9.500243/publication.html>.
- 10 Steve Pomeroy, « Examining the financialization of rental housing: A Brief submitted to Review Panel on the Financialization of Purpose-Built Rental Housing », juin 2023, <https://housingrights.ca/wp-content/uploads/NHC-Review-Panel-brief-Pomeroy-June-2023.pdf>. [en anglais seulement]
- 11 Allyson Fradella, « Derrière les chiffres : ce qui cause la hausse des prix des aliments », Statistique Canada, 16 novembre 2022, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/62f0014m/62f0014m2022014-fra.htm>.
- 12 Romard, « It's not a 'vibecession.' ». [en anglais seulement]
- 13 Bureau de la concurrence, *Le Canada a besoin de plus de concurrence dans le secteur de l'épicerie : Rapport d'étude de marché sur l'épicerie de détail du Bureau de la concurrence*, 2023, <https://competition-bureau.canada.ca/sites/default/files/attachments/2023/CB-Retail-Grocery-Market-Study-Report-FR-2023-06-23.pdf>; Jennifer Clapp et Keldon Bester, « The Monopoly at the Heart of Canada's Food System », *Perspectives Journal* 3 (2025), <https://perspectivesjournal.ca/canada-food-monopoly-problem/#7139bfea-c55d-4665-a850-f8226dfb7312-link>. [en anglais seulement]
- 14 *Un appel à l'action : Comment le gouvernement et l'industrie peuvent lutter contre la volatilité des prix alimentaires*, rapport du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, mai 2024, <https://www.noscommunes.ca/documentviewer/fr/44-1/AGRI/rapport-18>.
- 15 Statistique Canada, « Enquête canadienne sur le revenu, 2022 », *Le Quotidien*, 26 avril 2024, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/240426/dq240426a-fra.htm>.

- 16 « Who are most at risk of household food insecurity? », PROOF, Université de Toronto, non daté, <https://proof.utoronto.ca/food-insecurity/who-are-most-at-risk-of-household-food-insecurity/>. [en anglais seulement]
- 17 Banques alimentaires Canada, « Bilan-Faim : Conclusions générales », Bilan-Faim 2024, <https://foodbankscanada.ca/fr/hungercount/overall-findings/>.
- 18 Jessica Kelly, « How Fossil Fuels Drive Inflation and Make Life Less Affordable for Canadians », International Institute for Sustainable Development, 17 juillet 2024, <https://www.iisd.org/articles/deep-dive/fossil-fuels-drive-inflation-canada>. [en anglais seulement]
- 19 Ibid.
- 20 Jim Stanford et Erin Weir, *Counting the Costs: Impacts of the 2022 Oil Price Shock for Canadian Consumers and Workers*, Centre for Future Work, mars 2025, <https://centreforfuturework.ca/wp-content/uploads/2025/04/FalseProfits-March2025-Counting-the-Costs.pdf>. [en anglais seulement]
- 21 « La précarité énergétique au Canada : Un enjeu de santé et d'équité méconnu », salle de presse, Université McGill, 20 février 2024, <https://www.mcgill.ca/newsroom/fr/channels/news/la-precarite-energetique-au-canada-355502>.
- 22 Stanford et Weir, *Counting the Costs*. [en anglais seulement]
- 23 Ibid.
- 24 David Macdonald, *Where are your inflation dollars going? Inflation broken down by profit, wages and industry*, Centre canadien de politiques alternatives, janvier 2023, <https://www.policyalternatives.ca/wp-content/uploads/2024/05/where-are-your-inflation-dollars-going-1.pdf>. [en anglais seulement]
- 25 Stanford et Weir, *Counting the Costs*. [en anglais seulement]
- 26 David Macdonald, *Pressure Cooker: Declining real wages and rising inflation in Canada during the pandemic, 2020-22*, Centre canadien de politiques alternatives, avril 2022, <https://www.policyalternatives.ca/wp-content/uploads/attachments/Pressure%20cooker.pdf>. [en anglais seulement]
- 27 Jim Stanford, « Real Wages are Recovering... and That's Good News! », Centre for Future Work, 21 janvier 2024, <https://centreforfuturework.ca/2024/01/21/real-wages-are-recovering-and-thats-good-news/>. [en anglais seulement]
- 28 Romard, « It's not a 'vibecession.' ». [en anglais seulement]
- 29 Adam D.K. King, « Reviewing The State Of The Labour Market – November 2024 », The Maple, 16 décembre 2024, <https://www.readthemaple.com/reviewing-the-state-of-the-labour-market-november-2024/> [en anglais seulement]; Katherine Scott, « Surging youth unemployment demands our full attention », Centre canadien de politiques alternatives, 28 août 2024, <https://www.policyalternatives.ca/news-research/surging-youth-unemployment-demands-our-full-attention/>. [en anglais seulement]
- 30 Adam D.K. King, « The Way We Measure Unemployment In Canada Is Broken », The Maple, 12 août 2024, <https://www.readthemaple.com/the-way-we-measure-unemployment-in-canada-is-broken> [en anglais seulement]; Jim Stanford, « Why Unemployment in Canada Is Worse than It Looks », The Tyee, 10 décembre 2024, <https://thetyee.ca/Analysis/2024/12/10/Unemployment-Canada-Worse-Looks/>. [en anglais seulement]
- 31 Katherine Scott, « Unequal pandemic, unequal recovery », Centre canadien de politiques alternatives, 2 juillet 2024, <https://www.policyalternatives.ca/news-research/unequal-pandemic-unequal-recovery/>. [en anglais seulement]
- 32 « Les femmes et la pauvreté au Canada : les faits », Fondation canadienne des femmes, 6 avril 2022, <https://canadianwomen.org/fr/les-faits/pauvrete/>.
- 33 Ryan Catney, « The cost-of-living crisis for social-assistance recipients », *Policy Options*, 5 avril 2024, <https://policyoptions.irpp.org/magazines/april-2024/cost-of-living-social-assistance/>. [en anglais seulement]
- 34 « Facts About Poverty », Canada sans pauvreté, non daté, <https://cwp-csp.ca/poverty/just-the-facts/>. [en anglais seulement]
- 35 Catney, « The cost-of-living crisis for social-assistance recipients ». [en anglais seulement]

- 36 « Le Canada obtient un « F » pour la lutte contre la pauvreté liée au handicap », Le handicap sans pauvreté, 20 décembre 2024, <https://www.disabilitywithoutpoverty.ca/fr/special-announcements/le-canada-obtient-un-f-pour-la-lutte-contre-la-pauvrete-liee-au-handicap>.
- 37 Ibid.
- 38 « Budget 2024 Analysis », SNESPPG, 22 avril 2024, <https://nupge.ca/2024/budget-2024-analysis/>. [en anglais seulement]
- 39 Canadian Institute for Climate Choices, *Tip of the Iceberg: Navigating the known and unknown costs of climate change for Canada*, décembre 2020, https://climatechoices.ca/wp-content/uploads/2020/12/Tip-of-the-Iceberg_-CoCC_-Institute_Full.pdf. [en anglais seulement]
- 40 Canadian Institute for Climate Choices, *Under Water: The costs of climate change for Canada's infrastructure*, septembre 2021, <https://climatechoices.ca/wp-content/uploads/2021/09/Infrastructure-English-FINAL-jan17-2022.pdf>. [en anglais seulement]
- 41 Ibid.
- 42 Canadian Institute for Climate Choices, *The Health Costs of Climate Change: How Canada can adapt, prepare, and save lives*, juin 2021, https://climatechoices.ca/wp-content/uploads/2021/06/ClimateChoices_Health-report_Final_June2021.pdf. [en anglais seulement]
- 43 Ibid.
- 44 « Rompons dès maintenant l'alimentation des É.-U. en énergie et en ressources : plus d'électricité, de minéraux critiques et de pétrole et de gaz », Congrès du travail du Canada, 1^{er} février 2025, <https://congresdutravail.ca/rompons-des-maintenant-l'alimentation-des-e-u-en-energie-et-en-ressources-plus-delectricite-de-mineraux-critiques-ni-de-petrole-et-de-gaz/>.
- 45 Peter Armstrong, « Tariff threats are already driving investment out of Canada », CBC News, 16 février 2025, <https://www.cbc.ca/news/business/tariffs-trump-investment-1.7459832> [en anglais seulement]; Alessio Donnini, « Hundreds of workers laid off at Ingersoll, Ont., assembly plant as GM halts production », CBC News, 11 avril 2025, <https://www.cbc.ca/news/canada/london/ingersoll-assembly-plant-halting-production-layoffs-1.7508190> [en anglais seulement]; Anna Mehler Paperny, « Canada steel, aluminum plants lay off workers due to US tariffs », Reuters, 26 mars 2025, <https://www.reuters.com/world/americas/canada-steel-aluminum-plants-lay-off-workers-due-us-tariffs-2025-03-26/>. [en anglais seulement]
- 46 Promit Mukherjee, « Canada loses jobs in March for first time since 2022 on tariff uncertainty », Reuters, 4 avril 2025, <https://www.reuters.com/markets/canadas-sees-drop-total-jobs-march-first-time-26-months-2025-04-04/>. [en anglais seulement]
- 47 « Évaluation des conséquences potentielles des droits de douane américains », *Rapport sur la politique monétaire — janvier 2025—Point de mire*, Banque du Canada, janvier 2025, https://www.banqueducanada.ca/publication/rpm/rpm-2025-01-29/point-de-mire-1/?theme_mode=light&_gl=1*15geefn*_ga*MTA3MjU0NjkyNC4xNzQ2NDc5NzA5*_ga_D0WRRH3RZH*cze3NDY0Nzk3MDkjbzEkZzAkdDE3NDY0Nzk3MDkajYwJGwwJGgw.
- 48 Jim Stanford, « Most of our GDP Never Crosses a Border », Centre for Future Work, 8 avril 2025, <https://centreforfuturework.ca/2025/04/08/most-of-our-gdp-never-crosses-a-border/>. [en anglais seulement]
- 49 Statistique Canada, « Comptes économiques du secteur des ménages canadiens répartis selon le revenu, la consommation, l'épargne et le patrimoine, deuxième trimestre de 2024 », *Le Quotidien*, 10 octobre 2024, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/241010/dq241010a-fra.htm>.
- 50 Statistique Canada, « Canadiens à revenu élevé et gains en capital, 2021 », *Le Quotidien*, 10 novembre 2023, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/231110/dq231110a-fra.htm>.
- 51 « Depuis 2020, les 1 % les plus riches ont capté près de deux fois plus de richesses que le reste de l'humanité », Oxfam International, 16 janvier 2023, <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/depuis-2020-les-1-les-plus-riches-ont-capté-pres-de-deux-fois-plus-de-richesses>.
- 52 Scott, « Unequal pandemic, unequal recovery ». [en anglais seulement]

- 53 Ibid.
- 54 Daniel Skilleter, *Billionaire Blindspot: How official data understates the severity of Canadian wealth inequality*, Social Capital Partners, avril 2024, <https://socialcapitalpartners.ca/billionaire-blindspot/> [en anglais seulement]; Bureau du directeur parlementaire du budget, *Estimation de l'extrémité supérieure de la distribution du patrimoine familial au Canada : Mises à jour et tendances*, 9 décembre 2021, <https://distribution-a617274656661637473.pbo-dpb.ca/667a47992cc270630593920b2e17acd4ae1d5f5852884b325b009e0f68d9f6de>.
- 55 Statistique Canada, « Tableau 2 : Actifs, dettes et valeur nette détenus par l'ensemble des familles au Canada », *Le Quotidien*, 29 octobre 2024, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/241029/t002a-fra.htm>.
- 56 Sheila Block, Grace-Edward Galabuzi, et Ricardo Tranjan, *Canada's Colour Coded Income Inequality*, Centre canadien de politiques alternatives, décembre 2019, <https://www.policyalternatives.ca/wp-content/uploads/attachments/Canada%27s%20Colour%20Coded%20Income%20Inequality.pdf>. [en anglais seulement]
- 57 Saamia Ahmad, Simon Enoch, et Inez Hillel, « Seven reasons why privatization of public services is the wrong answer », Centre canadien de politiques alternatives, 23 février 2022, <https://www.policyalternatives.ca/news-research/seven-reasons-why-privatization-of-public-services-is-the-wrong-answer/> [en anglais seulement]; « La privatisation accentue les inégalités », Syndicat canadien de la fonction publique, 7 décembre 2016, <https://scfp.ca/la-privatisation-accentue-les-inegalites>; Alia Karim et Julia Sánchez, *La couleur de la privatisation : Un rapport du SCFP sur les répercussions des services privatisés et à but lucratif sur les travailleuses et travailleurs autochtones, noirs et racisés, et leurs communautés*, Syndicat canadien de la fonction publique, mai 2024, https://cupe.ca/sites/default/files/colour_of_privatization_report_fr.pdf.
- 58 Danyaal Raza et Bob Bell, « Lobbyists guarantee that for-profit cataracts will pay more », *Toronto Star*, 22 février 2021, https://www.thestar.com/opinion/contributors/lobbyists-guarantee-that-for-profit-cataracts-will-pay-more/article_1208ae39-0451-56a7-a497-b81953c56681.html. [en anglais seulement]
- 59 Steven G. Morgan, Michael Law, Jamie R. Daw, Liza Abraham, et Danielle Martin, « Estimated cost of universal public coverage of prescription drugs in Canada », *Canadian Medical Association Journal* 187, no. 7 (2015), <https://doi.org/10.1503/cmaj.141564>. [en anglais seulement]
- 60 Rapport du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, « Un appel à l'action ».
- 61 Jim Stanford, « Regulating Prices Not Such a Crazy Idea », Centre for Future Work, 25 août 2024, <https://centreforfuturework.ca/2024/08/25/regulating-prices-not-such-a-crazy-idea/>. [en anglais seulement]
- 62 « Le NPD plafonnera les prix des produits d'épicerie dans son premier budget et s'attaquera au gonflement des prix des produits "Achetez canadien" », communiqué de presse, Nouveau parti démocratique, 20 avril 2025, https://www.npd.ca/nouvelles/le-ndp-plafonnera-les-prix-des-produits-depicerie-dans-son-premier-budget-et-sattaque-ra-au?_gl=1*1hh5nps*_gcl_au*MTE0MTIzNTIxOC4xNzQ2NDc3ODc5*_ga*MTI1MTM3NDU5NC4xNzQ2NDc3ODc5*_ga_97QLYMLC56*cE3NDY0Nzc4NzgkbzEkZzAkDE3NDY0Nzc4NzkkajU5JGwwJGgw; Stanford et Weir, *Counting the Costs*. [en anglais seulement]
- 63 « Is Market-based Climate Action Working for Canadians? with Brendan Haley », baladodiffusion, *Perspectives Journal*, 17 septembre 2024, <https://perspectivesjournal.ca/is-market-based-climate-action-working-for-canadians/>. [en anglais seulement]
- 64 SNESPPG, *Tackling the Climate Crisis — Towards a Just, Sustainable, and Public Future*, Document d'orientation, 2023, <https://nupge.ca/wp-content/uploads/2023/10/Tackling-the-Climate-Crisis.pdf>. [en anglais seulement]
- 65 Hadrian Mertins-Kirkwood et Noah Kathen, *Bet Big: A citizen's guide to green industrial policy in Canada*, Centre canadien de politiques alternatives, octobre 2022, https://www.policyalternatives.ca/wp-content/uploads/attachments/Bet%20Big_FINAL.pdf. [en anglais seulement]
- 66 Hadrian Mertins-Kirkwood et Zaeesh Deshpande, *Who is included in a Just Transition? Considering social equity in Canada's shift to a zero-carbon economy*, Centre canadien de politiques alternatives, août 2019, https://www.policyalternatives.ca/wp-content/uploads/attachments/Who%20is%20included%20in%20a%20just%20transition_final.pdf. [en anglais seulement]

CE CONGRÈS EST LE FRUIT
DU SAVOIR-FAIRE
ET DES
PRODUITS
CANADIENS

